

donnèrent leur démission. Ils furent remplacés le 3 décembre par Léon de la Fontaine (v. fasc. VII, p. 103), ce que Norbert Metz, dans une interpellation, interpréta comme un signe annonçant la réaction.

Comme il avait demandé au cours de la même séance la construction de la ligne de Lamadeleine à Athus le prince Henri s'indigna « de l'audace de Monsieur N. Metz de faire discuter par l'Assemblée des Etats une ... demande de concession de chemin de fer ... qui est une pure question gouvernementale. » Le lieutenant du roi met à charge de la lenteur des rouages administratifs le fait que Norbert Metz a pu porter sa demande devant le parlement. Comme, depuis des mois, on aurait pu instruire l'affaire, « longtemps avant l'ouverture de la Session, ... MM. Metz & Cie auraient pu avoir le rejet de leur demande ; tout eût été dit et la prérogative Souveraine sauvegardée, tandis que maintenant Monsieur Metz a l'audace de faire mettre en discussion cette prérogative. » Dire qu'il ne fallait pas attendre plus de quelques semaines pour voir les Etats adopter à l'unanimité un ordre du jour dans lequel ils expriment la certitude que dans la question dudit tronçon de chemin de fer le gouvernement saura sauvegarder les intérêts du pays sans négliger les intérêts privés.

Le 14. 12. 1864 Jean Ulveling, le seul directeur-général dans les grâces des Metz quitte le gouvernement. Celui-ci subit le changement qui lui fit donner, par le « Courrier », le nom de « gouvernement des barons ». A titre de chaise de retour le journal gouvernemental « L'Union » ne connaissait plus Norbert Metz que sous le nom de « patron ».

Lorsque Ernest Simons et Henri Vannérus, partisans de Norbert Metz, posèrent leur candidature pour la Chambre, le prince Henri ne se gêna pas pour écrire au baron de Tornaco qu'il considérait une victoire des anciens directeurs généraux comme un danger pour le pays. Le gouvernement ne se fit pas faute d'utiliser cette opinion du lieutenant du roi et, par le canal de ses agents électoraux, de faire répandre le bruit que l'élection de Simons et Vannérus amènerait l'annexion du Grand-Duché par la Prusse. Décidément le prince Henri n'était plus à retenir, dès qu'il entendait prononcer le nom de Metz. Les événements futurs prouveront qu'il ne suffisait pas que Simons retirât sa candidature et que Vannérus fût battu à plates coutures, pour écarter tout danger du pays. Il n'est pas inutile non plus, d'invoquer la carrière entière d'Henri Vannérus pour écarter de sa personne toute suspicion du prussophilie.

Au début de l'année 1867, au cours de la discussion du Budget, Norbert Metz proposa une augmentation de l'impôt foncier. A la réponse de Léon de la Fontaine on se rend de nouveau compte de l'antagonisme existant entre ces deux représentants typiques, l'un de l'industrie, l'autre des propriétaires fonciers.

Dans l'argumentation du directeur-général de l'Agriculture contre la proposition de Norbert Metz il y a lieu de relever que des 252 000 ha de terrains imposés, un tiers est couvert de bois qui ont été ruinés